



IDRC - Lib.

116299

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

**À L'OCCASION DE LA
SEMAINE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
LE CRDI PRÉSENTE:**

**FORUM DU DÉVELOPPEMENT
PROCÈS DE LA SAGESSE CONVENTIONNELLE**

FÉVRIER 1992

ARCHIV
341.232(71)
I 5

PROCÈS DE LA SAGESSE CONVENTIONNELLE: SÉRIE DE RÉUNIONS DU FORUM DU DÉVELOPPEMENT

Le CRDI a créé le forum du développement pour favoriser la discussion et le débat de questions intéressant le développement. Cette initiative est née de la crainte que le développement international ne soit victime d'opinions conventionnelles auxquelles les gens s'accrochent plus parce qu'elles sont rassurantes que parce qu'elles sont vraies. Le forum vise à susciter une pensée nouvelle en mettant en doute la sagesse conventionnelle.

La cause : Qu'est-ce qui tue l'aide au développement?

La sagesse conventionnelle veut que les Canadiens appuieraient davantage le développement international et les programmes d'aide de leur pays s'ils étaient plus au courant de l'un et des autres. Il découle donc logiquement de cette proposition qu'il faut déployer de plus grands efforts pour informer les Canadiens au sujet des programmes d'aide, du développement et du Tiers-Monde.

Dans ce procès on soutiendra que l'aide canadienne au développement décline précisément parce que les Canadiens sont de plus en plus au courant de la corruption, des conflits et des violations des droits de la personne dans le Tiers-Monde. En outre, les Canadiens sont souvent confrontés à des allégations ou des preuves que l'aide est inefficace et nuisible. Le résultat de ce bombardement d'information principalement négative par la grande éducatrice de notre temps qu'est la télévision, est que les Canadiens sont devenus sceptiques, sinon cyniques, au sujet de l'aide internationale et du développement.

Dans un tel contexte, s'efforcer de mieux faire connaître le développement aux Canadiens ne suscite souvent qu'indifférence ou ressentiment. Au lieu de foncer, les partisans du développement devraient faire un petit examen de conscience. Les Canadiens ont-ils raison d'être cyniques au sujet de l'aide au développement? A-t-on parlé assez franchement et assez carrément des risques d'échec de l'aide au développement? Une fois ces questions débattues sur la place publique peut-être trouvera-t-on des arguments plus convaincants en faveur du développement et formulera-t-on de meilleurs programmes d'information du public au sujet du développement.



International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

QUELQUES DONNÉES BIOGRAPHIQUES SUR LES PARTICIPANTS

PRÉSIDENT

Pierre Beemans a été nommé Directeur général de la division des Initiatives et affaires institutionnelles en janvier 1992. Il a travaillé pendant plusieurs années à l'ACDI à la direction du Développement des ressources humaines et sociales, celle des programmes de l'Amérique latine et des programmes multilatéraux. Il a également travaillé au Conseil privé et au CUSO.

L'ACCUSATEUR :

Bob Miller est sous-directeur du Centre parlementaire pour les affaires étrangères et le commerce extérieur. Ouvrant dans le domaine du développement international depuis nombre d'années, il a participé, à titre de chercheur et conseiller principal, aux activités du groupe de travail Nord-Sud, du comité spécial sur le rétablissement de la paix en Amérique centrale et du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur. Il vient de terminer un livre intitulé "Aid as Peacemaker", dans lequel il examine, à l'aide d'études de cas, la relation entre l'aide canadienne au développement et les conflits dans le Tiers-Monde.

LES TÉMOINS :

Patricia Adams est directrice de Probe international, une ONG spécialisée en recherche environnementale. Elle a écrit de nombreux articles et deux livres dans lesquels elle critique sévèrement les politiques et pratiques en matière de développement international, In the Name of Progress: The Under Side of Foreign Aid (1985) et Odious Debts (1991).

Del Anaquod est membre du conseil d'administration du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique et a fondé le Saskatchewan Indian Federated College, le premier établissement d'enseignement post-secondaire destiné aux étudiants autochtones de cette province. En temps normal, M. Anaquod donne certains des cours offerts en sciences politiques au collège, mais on vient de lui confier la tâche d'élaborer un programme postsecondaire d'études autochtones pour la province.

Bill Blaikie est député fédéral de Winnipeg Transcona et membre du NPD. Il a été porte-parole de son parti en matière de politique étrangère. M. Blaikie était ministre de l'Église unie au Manitoba avant son élection à la Chambre des communes en 1979.

Jean Christie est directrice générale sortante d'Inter-Pares, une ONG qui s'occupe de questions de développement et d'autres questions connexes, dont les droits de la personne. Elle s'est aussi occupée de questions concernant la sensibilisation des Canadiens au développement. M^{me} Christie vient d'accepter un poste au Rural Advancement Fund International (RAFI), en Australie.

Tom Flanagan est professeur de sciences politiques à l'Université de Calgary et directeur, Politiques, stratégies et communications, du Reform Party of Canada. Il a été directeur du Département de sciences politiques de l'université pendant cinq ans et a fait fonction à deux reprises d'adjoint spécial auprès du président de l'université. Il a écrit plusieurs livres et articles, notamment Louis Davis Riel: Prophet of the New World, pour lequel la University of British Columbia lui a décerné en 1979 le prix de la meilleure biographie.

Robert Fugere est directeur général du Fonds inter-Églises pour le développement international, qui a publié un examen du programme d'aide du Canada en octobre 1991 sous le titre "Diminishing Our Future: CIDA Four Years After Winegard". Ce rapport critique l'approche du gouvernement en matière de développement, en particulier son appui à l'ajustement structurel et le fait que la politique d'aide du pays ne semble pas cibler les plus pauvres.

Jean-H. Guilmette est depuis 1988 directeur du Secrétariat du Club du Sahel, qui a pour mandat d'analyser les problèmes du Sahel et d'établir des stratégies concertées et des plans d'action pour la région. Il a également dirigé le programme du Sahel à l'Agence canadienne de développement international et a été bénévole pour le CUSO.

Maureen O'Neil est directrice de l'Institut Nord-Sud. Elle a fait carrière au sein de la Fonction publique, où elle a entre autres été secrétaire générale de la Commission canadienne des droits de la personne, a dirigé Condition féminine Canada et a été sous-ministre de la Citoyenneté au gouvernement de l'Ontario. Sur le plan international, M^{me} O'Neil est membre du conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social et membre du comité des Nations Unies pour la planification du développement.

Joanne McDuff est journaliste à la salle des nouvelles radio de Radio-Canada, à Ottawa. En plus de participer à différentes émissions d'information, elle est spécialisée dans la couverture de la fonction publique fédérale. Elle anime d'ailleurs un chronique quotidienne à ce chapitre à l'émission CBOF Bonjour. Elle a également exercé le métier de journaliste à TV Ontario où elle a animé pendant deux ans l'émission «Le Lys et le Trillium».

Doug Roche est écrivain, expert-conseil, a été ambassadeur au désarmement pour le Canada et préside le Comité consultatif national de l'éducation au développement à l'ACDI. De 1972 à 1984, il a été député fédéral d'Edmonton Sud. Il a écrit plusieurs livres et son plus récent ouvrage, Building Global Security: Agenda for the 1990's, insiste sur le fait que le développement du Tiers-Monde sera une condition préalable à la sécurité mondiale dans l'avenir.

John Savage est médecin, membre du conseil d'administration de Watercan, maire de Dartmouth, en Nouvelle-Écosse, et vient d'être élu président de la Union of Nova Scotia Municipalities. Partisan de longue date du développement international, il a participé à un projet d'aide médicale au Nicaragua de 1983 à 1985 et a pris part à la mission de paix qu'Oxfam a conduite au Salvador.

Christine Stewart est membre du Parti libéral et députée fédérale de Northumberland. Porte-parole de son parti en matière d'APD, elle a été membre d'une délégation parlementaire qui s'est rendue dans la Corne de l'Afrique en janvier 1991. Avant d'être élue députée, elle était directrice générale d'une petite ONG, «Horizons d'amitié», qu'elle a fondée et qui concentre ses activités en Amérique centrale.



International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

UNE DISCUSSION OUVERTE SUR L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Résumé des arguments de l'accusateur

L'aide canadienne connaît des difficultés auprès des Canadiens. Si elle continue d'occuper une place importante dans leur coeur, leur raison, elle, est de moins en moins convaincue.

Au cours de ce procès des croyances populaires, l'accusateur fera valoir que la baisse constante de l'appui du public à l'aide et au développement n'est pas attribuable à un manque de connaissances de la part de la majorité des Canadiens -- ce que l'on croit généralement -- mais plutôt au fait que ces derniers sont beaucoup plus sensibilisés à l'égard de ce qui se passe dans le Tiers-Monde, qu'ils connaissent par le biais des médias en général et de la télévision en particulier.

L'image de l'aide et du développement que les mass médias présentent aux Canadiens est extrêmement négative et est faite essentiellement de catastrophes, de corruption, de répression et d'incompétence. Elle a pour effet de déchirer les Canadiens, car s'ils sont convaincus qu'ils ont une obligation morale d'aider le Tiers-Monde, ils se font aussi sans cesse démontrer que cela ne donne rien de bon, et peut même contribuer à une détérioration.

Les Canadiens ne sont pas bêtes et il faudra beaucoup plus que des stratégies de communication judicieuses pour changer la situation. En effet, il faudra aborder en toute franchise et sans détour les doutes profonds qu'ils entretiennent au sujet de l'aide et du développement, et leur présenter les bonnes nouvelles -- car il y en a -- d'une manière beaucoup plus convaincante.

En résumé, l'accusateur mettra de l'avant les trois propositions suivantes.

L'APPUI DU PUBLIC AU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL EST EN BAISSSE CONSTANTE AU CANADA.

CELA EST DÙ SURTOUT À TOUTE L'INFORMATION NÉGATIVE SUR L'AIDE ET LE DÉVELOPPEMENT QUI EST TRANSMISE AUX CANADIENS PAR LES MASS MÉDIAS, EN PARTICULIER LA TÉLÉVISION.

CEUX ET CELLES QUI VEULENT FREINER LA BAISSSE DE L'APPUI DU PUBLIC À L'AIDE ET AU DÉVELOPPEMENT, OU MÊME RENSERER CETTE TENDANCE, DOIVENT ABORDER SANS DÉTOUR LES DOUTES DES CANADIENS AFIN DE LES DISSIPER ET PRÉSENTER LES BONNES NOUVELLES D'UNE MANIÈRE BEAUCOUP PLUS CONVAINCANTE.

ARGUMENT A : LES CANADIENS APPUIENT LE DÉVELOPPEMENT DANS LA MESURE OÙ CELA NE LEUR ENLÈVE RIEN

Selon des sondages d'opinion effectués récemment sur l'attitude des Canadiens à l'égard de l'aide extérieure, l'appui de la population a considérablement baissé depuis la première moitié des années 1980, une période durant laquelle les mass médias ont accordé une attention sans précédent aux problèmes du Tiers-Monde; qu'il suffise de mentionner à cet égard la famine en Afrique, les conflits en Amérique centrale et la lutte contre l'apartheid.

* Selon un sondage d'opinion réalisé en 1990 par l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales (ICPSI) sur l'attitude des Canadiens à l'égard de la sécurité internationale, ces derniers estiment maintenant «beaucoup moins important [de fournir une aide aux pays en développement]». En 1984, en effet, «fournir une aide» était une activité très importante pour presque deux fois plus de gens.

* L'aide au Tiers-Monde venait à l'avant-dernier rang des priorités des Canadiens dans un sondage d'opinion exécuté par Angus Reid en 1989 -- bien après des questions comme l'eau, l'environnement, les services de santé, les exportations, l'agriculture, les garderies, le libre-échange, l'infrastructure municipale, le logement, les pensions, etc.

On trouve d'autres preuves à l'appui de ceci dans des études qui indiquent une baisse similaire, depuis 1985, de l'importance accordée aux grands problèmes mondiaux que sont la faim, la pauvreté et la surpopulation. Ainsi :

* Lorsqu'on a demandé aux Canadiens d'indiquer (spontanément) le problème le plus important auquel le monde faisait face, on a observé une baisse constante du nombre de personnes préoccupées par les problèmes de la faim, de la pauvreté et de la surpopulation -- le pourcentage était passé de 19 % en 1985 à 13 % en 1990.

* À la fin de la guerre froide, plus de Canadiens réclamaient des réductions du budget de l'aide extérieure que de celui des dépenses militaires.

Une tendance évidente se dégage de tout cela : l'appui de la population au développement est bel et bien en train de s'étioler. Et, à l'inverse, on note une augmentation de la résistance de la population à l'égard de l'aide, comme en font foi les chiffres suivants :

*** On compte de plus en plus de Canadiens qui estiment que l'on consacre trop d'argent à l'aide extérieure (leur pourcentage est passé de 16 % en 1988 à 25 % en 1991, selon des enquêtes menées par l'ACDI). Quant au pourcentage de ceux qui croient que l'on n'y consacre pas assez d'argent, il n'a guère changé depuis 1987.**

*** Alors que 26 % des Canadiens pensaient en 1988 que le Canada devrait être l'un des chefs de file de l'aide extérieure dans le monde, ils n'étaient plus que 12 % à penser ainsi en 1991.**

ARGUMENT B : L'ACCROISSEMENT DE LA LASSITUDE À L'ÉGARD DE L'AIDE

Un autre argument peut être avancé, à savoir que l'on sent un certain cynisme et un manque d'espoir chez les Canadiens en ce qui concerne l'avenir du Tiers-Monde et l'efficacité des efforts que le Canada fait pour aider à changer la situation. La grande majorité des Canadiens n'est pas du tout certaine que l'aide rejoint ceux qui en ont le plus besoin et que les gouvernements du Tiers-Monde sont prêts à aider leurs citoyens. Comme l'indique l'enquête faite par l'ACDI en 1991 :

*** 67 % des personnes interrogées doutent que l'aide reçue par les pays en développement serve aux meilleures fins;**

*** 71 % d'entre elles doutent que les gouvernements des pays en développement soient vraiment prêts à aider leurs citoyens pauvres;**

*** 81 % estiment que la plus grande partie de l'aide envoyée n'atteint pas les personnes qui en ont le plus besoin;**

*** 43 % croient que la plus grande partie de l'aide envoyée aux pays en développement est de l'argent gaspillé.**

Ce sombre tableau des perspectives du développement est encore atténué, pour l'instant, par un fort élan moral ou un sens des responsabilités qui pousse à faire tout ce qui peut être fait pour améliorer le sort des pauvres dans bien des pays. Il n'en demeure pas moins que l'appui à l'aide au développement international est à la baisse. Les Canadiens adoptent désormais une attitude beaucoup plus modulée -- ou schizophrène. La générosité, que l'on estimait auparavant être une caractéristique inhérente de la société canadienne, est de plus en plus sapée par des perceptions négatives du Tiers-Monde, fondées non pas sur l'ignorance mais sur l'expérience. Ainsi :

- * Les 18 % de Canadiens qui se disent «résolument sceptiques» sur le sujet de l'aide extérieure sont parmi les Canadiens les plus instruits et sont plus susceptibles que tout autre groupe d'avoir vécu dans le Tiers-Monde.

ARGUMENT C : TIERS-MONDE = MAUVAISES NOUVELLES

Il est évident que les messages transmis aux Canadiens au sujet du Tiers-Monde le sont surtout par la télévision.

- * Plus de Canadiens -- 84 % -- ont mentionné le téléjournal comme première source d'information sur le Tiers-Monde.

D'après les études qui ont été faites sur la «lassitude», une bonne part du cynisme et du manque d'espoir quant à l'efficacité de l'aide et du développement est attribuable aux médias et aux images de violence, de guerre, de corruption, de catastrophes et d'inefficacité flagrante qu'ils transmettent sans arrêt sur les pays du Tiers-Monde. Les informations télévisées ont un besoin irrésistible de sensationnalisme; elles mettent l'accent sur les aspects négatifs et controversés et donnent une image incomplète de la réalité en ne montrant que ce qui est immédiat et peut être inséré dans un extrait de 60 secondes.

On reconnaît que les documentaires télévisés -- mentionnés par 69 % des Canadiens comme source d'information -- vont davantage au fond des choses et peuvent avoir des répercussions plus positives. Mais il demeure que la grande majorité des Canadiens regardent le téléjournal beaucoup plus régulièrement qu'ils ne voient de documentaires.

- * Toute cette question revêt une importance encore plus grande si l'on tient compte du fait que, pour les Canadiens, le téléjournal et les documentaires sont les sources d'information les plus dignes de foi.

Pour conclure, nous faisons valoir que «l'accroissement de la lassitude» a été -- et continue d'être -- engendré d'abord et avant tout par le bombardement constant d'informations télévisées négatives, dont l'effet est indéniable. Comme le dit une enquête :

MÊME LE SENTIMENT LE PLUS ÉLEVÉ DE L'OBLIGATION MORALE ET LE PLUS FORT SENS DES RESPONSABILITÉS FINIRONT PAR PERDRE TOUTE PERTINENCE DEVANT UNE VISION QUI N'OFFRE MÊME PAS UNE MINCE LUEUR D'ESPOIR.

ARGUMENT D : LE NOUVEL ORDRE MONDIAL N'EST D'AUCUN SECOURS

Sur le plan des sentiments, les Canadiens sont beaucoup moins incités qu'avant à aider à changer la situation du Tiers-Monde. Leurs préoccupations se sont tournées vers les problèmes économiques et politiques internes. Sur le plan international, les Canadiens se sont engagés davantage à l'égard des événements récents en Europe de l'Est où, pendant un certain temps, les perspectives d'avenir semblaient prometteuses.

Selon les données recueillies lors des sondages d'opinion, il n'y a qu'un seul problème d'ordre international à l'égard duquel l'inquiétude de la population a augmenté de façon notable, et c'est l'environnement. Mais ce n'est là qu'une mince consolation pour ceux qui appuient le développement du Tiers-Monde, parce que les Canadiens ne voient guère de lien entre ce développement et la survie de la planète. Il y a même des enquêtes qui démontrent que les Canadiens estiment que développement et environnement sont incompatibles.

L'ARGUMENT FINAL DE L'ACCUSATEUR : ÉVITER LE NAUFRAGE

L'aspect le plus troublant de ce procès réside dans le fait que les doutes croissants de la population à l'égard du développement commencent à éroder le sentiment d'obligation morale qui a été le fondement même du rôle dynamique joué par le Canada pendant toutes ces années. Le flot des récits de gaspillage, de corruption, de répression et de conflits ne pourra être endigué que pendant un certain temps seulement et, après, les Canadiens seront convaincus qu'ils peuvent, en toute bonne conscience, cesser d'aider. Car, après tout, si cela donne d'aussi piètres résultats -- et ce, en dépit des bonnes intentions --, pourquoi devrait-on continuer d'aider?

Il s'agit ici d'un procès, et non d'une enquête, et il n'incombe donc pas au jury -- c'est-à-dire l'auditoire -- de faire des recommandations pour remédier à la situation. Le rôle des membres du jury est plutôt d'indiquer si, selon eux, la preuve a été faite hors de

tout doute raisonnable. Nous ne pouvons cependant pas nous inquiéter de la baisse de l'appui des Canadiens à l'aide et au développement sans vouloir également faire quelque chose à ce sujet.

Voici donc, en bref, quelques recommandations générales visant à éviter le naufrage :

- * Le programme d'aide doit être façonné de telle sorte qu'il corresponde davantage aux valeurs et aux attentes essentielles des Canadiens, c'est-à-dire que le Canada devrait fournir l'aide la plus efficace et la plus économique aux populations les plus pauvres et qu'il devrait, ce faisant, promouvoir toute la gamme des droits fondamentaux de la personne.
- * Il faut aborder les difficultés, les controverses et les échecs du développement d'une manière à la fois plus honnête et plus ouverte. Les Canadiens refusent d'être traités comme des enfants innocents qu'il faut ménager. De toute façon, ils présument désormais le pire, et il est probable que tout ce qu'on pourra leur dire ne pourra que constituer une amélioration par rapport à ce qu'ils croient déjà.
- * Les bonnes nouvelles concernant le développement doivent être présentées d'une manière beaucoup plus créative et plus posée, et sans tout le «battage» qui caractérise encore beaucoup de descriptions de projets d'aide. Les Canadiens reconnaissent qu'il y a plus de mérite à réussir dans un monde très difficile -- comme l'est celui du développement -- que dans le monde enjolivé ou moralisateur propre à bon nombre d'activités d'«éducation en matière de développement».

Il est possible qu'avec une telle approche on puisse commencer lentement à remédier au scepticisme et à la méfiance avec lesquels les Canadiens accueillent désormais habituellement tout ce qu'on leur dit au sujet de l'aide et du développement.